



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE

n ° 31 du 4 septembre 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 5 septembre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	582
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	582
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	582
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	582
Arrêté N° 07.BMSSE.114 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville	582
Arrêté N° 07.BMSSE.115 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim	584
Arrêté N° 07.BMSSE.119 accordant délégation de suppléance à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	584

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté N° 07.BMSSE.114 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L. 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser

- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- réception de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers

- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7)

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)-

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)

- fixation des dates limites :

. du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

. du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

. de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

. de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
 - signature des recours gracieux et lettres d'observation
 - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
 - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
 - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
 - 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
 - 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
 - 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
 - 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Art. 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements

recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, au titre des dépenses relevant des centres de responsabilité (résidence et services administratifs) dont il a la charge.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
 - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
 - . de permis étrangers dont la conversion est possible
 - . de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - . refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - . retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 6 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Art. 8 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de Lunéville sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 10 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.67 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. MAIRE, sous-préfet de Lunéville, est abrogé.

Art. 11 : Le secrétaire général et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.115 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté n° 03/0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Jacques SABLAYROLLES à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant M. Jacques SABLAYROLLES, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;
Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;
Vu la décision préfectorale du 31 août 2007 nommant Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim à compter du mercredi 5 septembre 2007 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

- 1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.
- 2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :
 - du contrôle des arrêtés municipaux,
 - des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
 - des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
 - des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
 - des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressé, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers et Mme Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Brigitte DEDISSE, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Sabine CHOIGNOT, cadre de 1^{er} niveau à France Télécom détaché, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Sylvia POLIN, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile".

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SABLAYROLLES la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Madame Sylvia POLIN, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile", Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Messieurs David ANDRE et Ahmed CHAIB, secrétaires administratifs de classe normale et Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Art. 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques SABLAYROLLES et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mesdames Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe normale, et Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Mademoiselle Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure et Madame Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire ;
- Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Madame Anne PIZMOHT, Messieurs Renaud PLANAT, David ANDRE et Ahmed CHAIB, secrétaires administratifs de classe normale, Madame Sylvie KLEIN, secrétaire administrative de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

Art. 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Monsieur Jacques SABLAYROLLES et de Madame Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN-VINCENT, Gerhilt STENDER et Monique DIJEAU LORINO, Mesdemoiselles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT et Christelle SCHÖNI, adjoints administratifs et Madame Thérèse HERRY, adjoint administratif principal et également à Messieurs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT et Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, de Monsieur Jean-Pierre DEVIDET et de Madame Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^{re} classe pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises et à Mesdames Danielle COLLOTTE et Martine TASCONE, adjoints administratifs pour les matières relevant de la législation relative aux permis de conduire, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire.

Art. 11 : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ou le secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES pour présider les dites commissions.

Art. 12 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

Art. 13 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.106 du 22 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur AZZI, directeur de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

Art. 14 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.119 accordant délégation de suppléance à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle du mercredi 5 septembre 2007, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée

à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville et à Monsieur Jacques Ranchère, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.
Nancy, le 3 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

